



Déclaration liminaire CTSD du 11 octobre 2019 :

Pour ce premier CTSD de l'année scolaire les représentant.es du Sgen-CFDT souhaitent soulever la question suivante : pourquoi les opérations de carte scolaire 2018/19 ont-elles abouti à des situations inconfortables voire pénalisantes pour certains personnels ? Nous souhaitons les analyser ici pour éviter qu'elles ne se reproduisent et corriger celles qui nous paraissent les plus injustes.

Pour cela revenons un peu en arrière...

Lors du CTSD de mars 2019 nous avons alerté sur certaines suppressions de classes envisagées : à Saint Firmin par exemple où la situation future à 2 classes s'annonçait très difficile à gérer sur ce territoire rural et de montagne ; à La Saulce où les effectifs sont toujours très fluctuants en raison de la particularité de la population scolaire. Pour ces deux écoles la suppression envisagée n'a pas eu lieu et nous nous en félicitons. Mais l'incertitude a pesé de longues semaines dans les esprits et a laissé des traces au sein des équipes.

Juillet 2019 : à notre grand regret il n'y a pas eu de CTSD de fin d'année et nous n'avons donc pas pu évoquer des situations où les évolutions d'effectifs étaient significatives. Ainsi une classe maternelle a été fermée à Chorges pour être « ré-ouverte » en septembre. Mais la directrice n'a pas été rétablie dans ses droits à bonification pour 5 classes, alors même que c'est le nombre indiqué dans les documents du CTSD de ce jour ! Les représentant.es du Sgen-CFDT vous demandent solennellement que cela soit fait au plus vite ainsi que la régularisation de la décharge d'enseignement pour les directrices et directeurs concerné.es par une ouverture de classe à la rentrée. Vous n'êtes pas sans connaître le mal être qui est perçu par les directrices et directeurs d'écoles. L'actualité nationale nous a malheureusement rappelé cette réalité que vivent ces personnels au quotidien.

Vous avez mis en place dès la rentrée une vingtaine de PIAL sur tout le département. Nous regrettons une fois de plus que rien n'ait été anticipé pour que les conditions de travail des coordonnateurs ne soient pas, une fois de plus, détériorées. Même si des « jours » PIAL sont proposés à certains, avec un allègement « dans la mesure du possible », aucune formation à la gestion des moyens humains d'accompagnement n'est prévue .

Plus généralement, le manque de dialogue social , l'absence de groupes de travail au cours desquels vous pourriez écouter les représentant.es des personnels qui connaissent le terrain, pénalisent fortement les agents, dans les écoles et les collèges.

Les personnels des services administratifs de la DSDEN sont aussi fortement impactés car ils doivent gérer un très grand nombre de changements d'affectations suite au mouvement du 1er degré.

Pour le Sgen-CFDT il est urgent de revenir à des pratiques de gestion centrées sur l'humain. Les personnels ont plus que jamais besoin de la reconnaissance et du soutien social de leur hiérarchie.